

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1979 B 07866
Numéro SIREN : 950 039 065
Nom ou dénomination : RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 10/12/2020 sous le numéro de dépôt 107573



20201075732019

DATE DEPOT : 10/12/2020

N° DE DEPOT : 107573


N° GESTION : 1979B07866

N° SIREN : 950039065

DENOMINATION : RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT

ADRESSE : 140 boulevard malesherbes 75017 Paris

MILLESIME : 2019

Greffé du Tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
10 DEC. 2020
Sous le N° : 107573 

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/08/2019	31/08/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 456 864	861 347	595 517	513 117
Fonds commercial	30 489		30 489	30 489
Autres immobilisations incorporelles	14 111	14 111		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	281 952	279 439	2 513	70 534
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	808 158	709 183	98 974	126 329
Immobilisations en cours	56 327		56 327	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 360 866	1 016 938	2 343 928	2 346 509
Créances rattachées à des participations	1 999 209	1 432 299	566 910	561 312
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 983 111		1 983 111	225 127
Autres immobilisations financières	207 314	21 591	185 722	82 300
ACTIF IMMOBILISE	10 198 406	4 334 911	5 863 494	3 955 720
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	179 859		179 859	189
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	9 345 367	687 304	8 658 062	7 330 091
Autres créances	2 453 331	250 396	2 202 935	2 036 325
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	123 448		123 448	123 448
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 623 443		1 623 443	2 884 028
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	421 733		421 733	261 195
ACTIF CIRCULANT	14 147 184	937 701	13 209 483	12 635 278
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	24 345 590	5 272 613	19 072 977	16 590 998

Rubriques		31/08/2019	31/08/2018
Capital social ou individuel	(dont versé : 1 659 042)	1 659 042	1 659 042
Primes d'émission, de fusion, d'apport		5 296	5 296
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		189 475	189 475
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		6 903 014	6 071 092
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		2 353 699	1 531 921
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		11 110 527	9 456 827
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		1 078 709	1 050 864
Provisions pour charges		145 087	123 565
PROVISIONS		1 223 797	1 174 430
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		455 946	599 670
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	55 314	55 314
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		233	72 240
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 596 684	1 819 327
Dettes fiscales et sociales		4 337 443	3 052 516
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		273 457	346 929
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		19 572	13 742
DETTES		6 738 652	5 959 740
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		19 072 977	16 590 998

Rubriques	France	Exportation	31/08/2019	31/08/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 786 978		9 786 978	9 475 928
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 786 978		9 786 978	9 475 928
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			291 744	534 917
Autres produits			1 700 327	1 508 632
PRODUITS D'EXPLOITATION			11 779 051	11 519 478
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				449
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			4 871 306	4 563 627
Impôts, taxes et versements assimilés			271 212	246 850
Salaires et traitements			2 858 096	2 641 176
Charges sociales			1 302 764	1 219 873
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			113 271	127 087
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			153 048	390 574
Dotations aux provisions			21 521	123 565
Autres charges			327 115	622 337
CHARGES D'EXPLOITATION			9 918 337	9 935 543
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 860 714	1 583 934
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			719 740	172 267
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			6 159	875
Autres intérêts et produits assimilés			1 488	97
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			721 023	274 292
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 448 411	447 533
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			60 992	338 180
Intérêts et charges assimilées			395 046	99 537
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			458 039	437 718
RESULTAT FINANCIER			992 372	9 815
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 853 086	1 593 750

Rubriques	31/08/2019	31/08/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		118 717
Produits exceptionnels sur opérations en capital	539 304	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	119 501	249 049
PRODUITS EXCEPTIONNELS	658 806	367 767
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		22
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	731	116 832
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	176 481	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	177 212	116 854
RESULTAT EXCEPTIONNEL	481 593	250 912
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	980 980	312 740
TOTAL DES PRODUITS	13 886 269	12 334 779
TOTAL DES CHARGES	11 532 569	10 802 857
BENEFICE OU PERTE	2 353 699	1 531 921

L'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 31 août 2019, dont le total est de 19 072 977 Euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 13 886 269 Euros et celui des charges est de 11 532 569 Euros, dégagant un résultat bénéficiaire de 2 353 699 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2018 au 31/08/2019.

Les pages, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (Règlement ANC 2016-07).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Immobilisations incorporelles

Logiciels	3 à 5 ans
-----------	-----------

Immobilisations corporelles

Installations, Agencements et Aménagements	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	4 à 5 ans

b) Participations, autres titres immobilisés

Les titres de participations, ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Au titre de l'exercice clos au 31 août 2019, la provision pour dépréciation des titres de participations s'élève à 1 016 938 € et la provision pour dépréciation des créances rattachées s'élève à 1 432 300 euros.

Suite à la liquidation de la SCI RUE DES SAUMONIERES qui a eu lieu le 26 août 2019, le montant des titres de participations sortis s'élève à 732 €.

Au cours de l'exercice clos au 31 août 2019, une provision pour dépréciation des titres de participations a été comptabilisée, pour :

- provision sur titres de participations de la société EDT SORNAS pour un montant de 45.000 €.

Au cours de l'exercice, aucune reprise de provision pour dépréciation des titres n'a été comptabilisée.

c) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

A la clôture de l'exercice au 31 août 2019, une dotation pour dépréciation des créances clients a été comptabilisée pour un montant de 153 049 Euros, ainsi qu'une reprise pour dépréciation des créances clients a été comptabilisée pour un montant de 291 282 Euros.

d) Emprunts et intérêts

En date du 8 décembre 2015, un emprunt pour un montant de 113 000 Euros, a été souscrit sur 36 mois au taux de 0.80%, auprès de la banque Crédit Coopératif, afin de financer des investissements.

Le solde restant dû à la clôture au 31.08.2019 est de 0 Euros.

Le montant des intérêts versés au titre de l'exercice s'élève à 57 Euros.

En date du 20 juillet 2018, un emprunt pour un montant de 80 074 Euros, a été souscrit sur 36 mois au taux de 0,60%, auprès de la banque Crédit Coopératif, afin de financer des investissements.

Le solde restant dû à la clôture au 31.08.2019 est de 53 543 Euros.

Le montant des intérêts versés au titre de l'exercice s'élève à 421 Euros

En date du 08 août 2018, un emprunt pour un montant de 500 000 Euros a été souscrit sur 60 mois au taux de 1%, auprès de la banque SOCIETE GENERALE, pour restructuration financière.

Le solde restant dû à la clôture au 31.08.2019 est de 401 989 Euros.

Le montant des intérêts versés au titre de l'exercice s'élève à 4 552 Euros

e) Autres provisions

A la clôture de l'exercice 2019, une dotation aux provisions pour risques et charges a été comptabilisée, pour un montant de 147 346 Euros, ainsi qu'une reprise pour dépréciation a été comptabilisée, pour un montant de 119 501 Euros, afin de couvrir les risques financiers de certaines filiales.

f) Engagement retraite

La méthode d'évaluation des engagements en matière de retraite est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées, méthode désignée par la norme comptable IAS 19 révisée (norme Européenne) et par la norme FAS87 (norme américaine). La méthode retenue est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant des droits acquis par les salariés au titre des indemnités de fin de carrière a été comptabilisé au 31 août 2019 en provision pour charges pour un montant de 145 088 €uros.

c) Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

a) Intégration Fiscale

La Société Compétences & Développement SAS et ses six filiales ont opté pour l'exercice clos du 1er septembre 2018 au 31 août 2019 pour l'intégration fiscale.

Les caractéristiques de ce régime sont les suivantes:

- Les charges d'impôt pour les sociétés sont comptabilisées dans les filiales de Compétences & Développement comme en l'absence d'intégration fiscale. La société mère, Compétences & Développement, a enregistré le solde de l'impôt sur les sociétés par rapport au résultat d'ensemble.

- L'impôt sur les sociétés pour le groupe d'intégration fiscale au 31/08/2019 s'élève à 1 711 958 €.

- L'impôt sur les sociétés qui aurait été comptabilisé en l'absence d'intégration fiscale est de 803 439 €.

- Les déficits restant à reporter après le 31 août 2019 au titre des exercices antérieurs à la création du groupe Compétences & Développement sont de 7 989 € correspondant au déficit antérieur de l'IGEF1 SARL, compte tenu de son intégration fiscale au 1er septembre 2014.

- Les amortissements réputés différés antérieurs à l'entrée dans le périmètre d'intégration fiscale sont nuls.

D'autre part l'avis du Conseil National de la Comptabilité N° 2005-B du 2 mars 2005 indique l'obligation de constater une provision relative à l'économie d'impôts résultant de l'utilisation au niveau du groupe des déficits fiscaux des filiales. Cette provision n'est pas à constater dans le cas où la société mère pourrait démontrer qu'elle n'aura jamais à restituer ces déficits.

La société mère, Compétences & Développement SAS, n'a constaté aucune provision concernant l'économie d'impôt réalisée dans le cadre de son intégration fiscale par les résultats déficitaires. En effet la société mère, Compétences & Développement SAS, n'envisage pas la sortie du périmètre de l'intégration fiscale de ses filiales déficitaires.

Le montant global des déficits et amortissements réputés différés des filiales restant au 31 août 2019 est de 4 143 337 € et l'économie d'impôt correspondante serait de 1 381 112 €.

b) Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) a permis notamment de participer partiellement au financement en matière d'investissement, de formation, de recrutement et de reconstitutions de fonds de roulement.

A la clôture de l'exercice, le CICE relatif à l'exercice fiscal clos le 31.08.2019 pour la société mère seule est comptabilisé dans le compte de résultat en diminution des charges sociales, son montant s'élève à 3 582 Euros.

Au bilan, le CICE est imputé en diminution de l'impôt sur les sociétés.

Au titre de l'intégration fiscale, le montant total du CICE de 2018 du groupe d'intégration fiscale s'élève à 28 083 Euros.

La société mère a mobilisé sa créance sur l'Etat en matière de CICE auprès de BPI France pour un montant de 110 000 €, au titre du CICE 2018.

c) Faits marquants

La société Compétences et Développement SAS fait l'objet d'un contrôle fiscal, portant sur les périodes, du 01.01.2012 au 31.08.2014 pour l'ensemble des déclarations fiscales ou opérations susceptibles d'être examinées, et du 01.09.2014 au 31.12.2014 pour les déclarations fiscales relatives à la TVA.

La Commission Départementale des Impôts Directs a demandé dans son avis du 12 octobre 2016 l'abandon des rectifications proposés par l'Administration Fiscale.

Par courrier du 17.01.2017, l'Administration fiscale a maintenu les redressements malgré l'abandon accordé par la Commission Départemental.

A la clôture de l'exercice clos au 31.08.2017, une partie des redressements proposés ont été acceptés.

Au cours de l'exercice clos au 31.08.2018, une garantie à 1^{ère} demande a été constituée auprès du Crédit Coopératif par la société Compétences et Développement, au bénéfice de l'administration fiscale pour un montant de 623 446 € suite à la mise en recouvrement des sommes relatives aux rectifications ci-dessus mentionnées.

En date du 30.03.2018 la société Compétences et Développement a introduit une requête auprès du Tribunal Administratif de Paris afin d'obtenir le dégrèvement intégral des impositions qu'elle conteste relatives à l'impôt sur les sociétés réclamées par l'administration fiscale ainsi que les majorations et pénalités correspondantes. A la clôture de l'exercice clos au 31/08/2019 le Tribunal Administratif ne s'est pas encore prononcé sur la requête.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 406 466		95 000
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	418 254		
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	773 728		34 430
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			56 327
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 191 982		90 758
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	6 017 091		64 740
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	329 019		2 459 339
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 346 110		2 524 079
TOTAL GENERAL	8 944 558		2 709 836

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 501 466	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.		136 301	281 952	
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			808 158	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			56 327	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		136 301	1 146 438	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		721 755	5 360 076	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	597 932		2 190 426	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	597 932	721 755	7 550 502	
TOTAL GENERAL	597 932	858 056	10 198 406	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	792 796	12 600		805 396
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	347 719	38 887	107 167	279 439
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	647 399	61 784		709 184
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	995 118	100 671	107 167	988 623
TOTAL GENERAL	1 787 914	113 271	107 167	1 794 018

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL
AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	--------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	123 566	21 522		145 088
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 050 865	147 346	119 501	1 078 710
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 174 431	168 868	119 501	1 223 798
Dépréciations immobilisations incorporelles	70 063			70 063
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	970 088	46 850		1 016 938
Dépréciations autres immobilis. financières	2 160 773	14 143	721 024	1 453 892
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	825 538	153 049	291 282	687 305
Autres dépréciations	250 397			250 397
DEPRECIATIONS	4 276 859	214 042	1 012 306	3 478 595
TOTAL GENERAL	5 451 290	382 910	1 131 807	4 702 392
Dotations et reprises d'exploitation		174 571	291 282	
Dotations et reprises financières		60 993	721 024	
Dotations et reprises exceptionnelles		147 346	119 501	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				



KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



ATRIOM
3 Place des Victoires
75001 Paris

Compétences et Développement SAS

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 août 2019
Compétences et Développement SAS
140 Boulevard Maiesherbes - 75017 Paris
Ce rapport contient 35 pages
Référence : ILL-EP-MR-AN



KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Tour EQHO
2 Avauva Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cadex
France



ATRIUM
3 Place des Victoires
75001 Paris

Compétences et Développement SAS

Siège social : 140 Boulevard Malesherbes - 75017 Paris
Capital social : € 1 659 042

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2019

A la collectivité des Associés de la Société Compétences et Développement,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la collectivité des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compétences et Développement relatifs à l'exercice clos le 31 août 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les titres de participation et les créances rattachées, dont le montant net figurant au bilan au 31 août 2019 s'établit respectivement à 2 343 928 € et 566 910 €, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note b des règles et méthodes comptables exposées en annexe. Une provision pour risques et charges complémentaire peut être comptabilisée sur les filiales en cas de risque financier, la provision figurant au passif s'établit à 1 078 709 €.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des états financiers et des budgets prévisionnels des filiales pour identifier et évaluer les risques potentiels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le

Compétences et Développement SAS
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
12 mars 2020

contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil de Gouvernance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

Compétences et Développement SAS
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
12 mars 2020

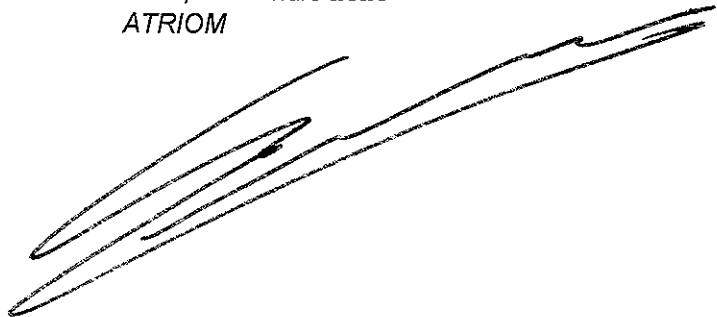
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 12 mars 2020
KPMG S.A.



Isabelle Le Loroux
Associée

Paris, le 12 mars 2020
ATRIOM



Marc Leclerc
Associé

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/08/2019	31/08/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 456 864	861 347	595 517	513 117
Fonds commercial	30 489		30 489	30 489
Autres immobilisations incorporelles	14 111	14 111		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	281 952	279 439	2 513	70 534
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	808 158	709 183	98 974	126 329
Immobilisations en cours	56 327		56 327	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 360 866	1 016 938	2 343 928	2 346 509
Créances rattachées à des participations	1 999 209	1 432 299	566 910	561 312
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 983 111		1 983 111	225 127
Autres immobilisations financières	207 314	21 591	185 722	82 300
ACTIF IMMOBILISE	10 198 406	4 334 911	5 863 494	3 955 720
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	179 859		179 859	189
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	9 345 367	687 304	8 658 062	7 330 091
Autres créances	2 453 331	250 396	2 202 935	2 036 325
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	123 448		123 448	123 448
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 623 443		1 623 443	2 884 028
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	421 733		421 733	261 195
ACTIF CIRCULANT	14 147 184	937 701	13 209 483	12 635 278
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	24 345 590	5 272 613	19 072 977	16 590 998

Rubriques		31/08/2019	31/08/2018
Capital social ou individuel (dont versé :	1 659 042)	1 659 042	1 659 042
Primes d'émission, de fusion, d'apport		5 296	5 296
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		189 475	189 475
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		6 903 014	6 071 092
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		2 353 699	1 531 921
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		11 110 527	9 456 827
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		1 078 709	1 050 864
Provisions pour charges		145 087	123 565
PROVISIONS		1 223 797	1 174 430
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		455 946	599 670
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	55 314	55 314
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		233	72 240
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 596 684	1 819 327
Dettes fiscales et sociales		4 337 443	3 052 516
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		273 457	346 929
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		19 572	13 742
DETTES		6 738 652	5 959 740
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		19 072 977	16 590 998

Rubriques	France	Exportation	31/08/2019	31/08/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 786 978		9 786 978	9 475 928
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 786 978		9 786 978	9 475 928
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			291 744	534 917
Autres produits			1 700 327	1 508 632
PRODUITS D'EXPLOITATION			11 779 051	11 519 478
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				449
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			4 871 306	4 563 627
Impôts, taxes et versements assimilés			271 212	246 850
Salaires et traitements			2 858 096	2 641 176
Charges sociales			1 302 764	1 219 873
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			113 271	127 087
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			153 048	390 574
Dotations aux provisions			21 521	123 565
Autres charges			327 115	622 337
CHARGES D'EXPLOITATION			9 918 337	9 935 543
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 860 714	1 583 934
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			719 740	172 267
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			6 159	875
Autres intérêts et produits assimilés			1 488	97
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			721 023	274 292
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 448 411	447 533
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			60 992	338 180
Intérêts et charges assimilées			395 046	99 537
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			456 039	437 718
RESULTAT FINANCIER			992 372	9 815
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 853 086	1 593 750

Rubriques	31/08/2019	31/08/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		118 717
Produits exceptionnels sur opérations en capital	539 304	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	119 501	249 049
PRODUITS EXCEPTIONNELS	658 806	367 767
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		22
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	731	116 832
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	176 481	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	177 212	116 854
RESULTAT EXCEPTIONNEL	481 593	250 912
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	980 980	312 740
TOTAL DES PRODUITS	13 886 269	12 334 779
TOTAL DES CHARGES	11 532 569	10 802 857
BENEFICE OU PERTE	2 353 699	1 531 921

L'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 31 août 2019, dont le total est de 19 072 977 Euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 13 886 269 Euros et celui des charges est de 11 532 569 Euros, dégageant un résultat bénéficiaire de 2 353 699 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2018 au 31/08/2019.

Les pages, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (Règlement ANC 2016-07).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Immobilisations incorporelles

Logiciels	3 à 5 ans
-----------	-----------

Immobilisations corporelles

Installations, Agencements et Aménagements	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	4 à 5 ans

b) Participations, autres titres immobilisés

Les titres de participations, ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Au titre de l'exercice clos au 31 août 2019, la provision pour dépréciation des titres de participations s'élève à 1 016 938 € et la provision pour dépréciation des créances rattachées s'élève à 1 432 300 euros.

Suite à la liquidation de la SCI RUE DES SAUMONIERES qui a eu lieu le 26 août 2019, le montant des titres de participations sortis s'élève à 732 €.

Au cours de l'exercice clos au 31 août 2019, une provision pour dépréciation des titres de participations a été comptabilisée, pour :

- provision sur titres de participations de la société EDT SORNAS pour un montant de 45.000 €.

Au cours de l'exercice, aucune reprise de provision pour dépréciation des titres n'a été comptabilisée.

c) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

A la clôture de l'exercice au 31 août 2019, une dotation pour dépréciation des créances clients a été comptabilisée pour un montant de 153 049 Euros, ainsi qu'une reprise pour dépréciation des créances clients a été comptabilisée pour un montant de 291 282 Euros.

d) Emprunts et intérêts

En date du 8 décembre 2015, un emprunt pour un montant de 113 000 Euros, a été souscrit sur 36 mois au taux de 0.80%, auprès de la banque Crédit Coopératif, afin de financer des investissements.

Le solde restant dû à la clôture au 31.08.2019 est de 0 Euros.

Le montant des intérêts versés au titre de l'exercice s'élève à 57 Euros.

En date du 20 juillet 2018, un emprunt pour un montant de 80 074 Euros, a été souscrit sur 36 mois au taux de 0,60%, auprès de la banque Crédit Coopératif, afin de financer des investissements.

Le solde restant dû à la clôture au 31.08.2019 est de 53 543 Euros.

Le montant des intérêts versés au titre de l'exercice s'élève à 421 Euros

En date du 08 août 2018, un emprunt pour un montant de 500 000 Euros a été souscrit sur 60 mois au taux de 1%, auprès de la banque SOCIETE GENERALE, pour restructuration financière.

Le solde restant dû à la clôture au 31.08.2019 est de 401 989 Euros.

Le montant des intérêts versés au titre de l'exercice s'élève à 4 552 Euros

e) Autres provisions

A la clôture de l'exercice 2019, une dotation aux provisions pour risques et charges a été comptabilisée, pour un montant de 147 346 Euros, ainsi qu'une reprise pour dépréciation a été comptabilisée, pour un montant de 119 501 Euros, afin de couvrir les risques financiers de certaines filiales.

f) Engagement retraite

La méthode d'évaluation des engagements en matière de retraite est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées, méthode désignée par la norme comptable IAS 19 révisée (norme Européenne) et par la norme FAS87 (norme américaine). La méthode retenue est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant des droits acquis par les salariés au titre des indemnités de fin de carrière a été comptabilisé au 31 août 2019 en provision pour charges pour un montant de 145 088 Euros.

c) Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

a) Intégration Fiscale

La Société Compétences & Développement SAS et ses six filiales ont opté pour l'exercice clos du 1er septembre 2018 au 31 août 2019 pour l'intégration fiscale.

Les caractéristiques de ce régime sont les suivantes:

- Les charges d'impôt pour les sociétés sont comptabilisées dans les filiales de Compétences & Développement comme en l'absence d'intégration fiscale. La société mère, Compétences & Développement, a enregistré le solde de l'impôt sur les sociétés par rapport au résultat d'ensemble.

- L'impôt sur les sociétés pour le groupe d'intégration fiscale au 31/08/2019 s'élève à 1 711 958 €.

- L'impôt sur les sociétés qui aurait été comptabilisé en l'absence d'intégration fiscale est de 803 439 €.

- Les déficits restant à reporter après le 31 août 2019 au titre des exercices antérieurs à la création du groupe Compétences & Développement sont de 7 989 € correspondant au déficit antérieur de l'IGEFI SARL, compte tenu de son intégration fiscale au 1er septembre 2014.

- Les amortissements réputés différés antérieurs à l'entrée dans le périmètre d'intégration fiscale sont nuls.

D'autre part l'avis du Conseil National de la Comptabilité N° 2005-B du 2 mars 2005 indique l'obligation de constater une provision relative à l'économie d'impôts résultant de l'utilisation au niveau du groupe des déficits fiscaux des filiales. Cette provision n'est pas à constater dans le cas où la société mère pourrait démontrer qu'elle n'aura jamais à restituer ces déficits.

La société mère, Compétences & Développement SAS, n'a constaté aucune provision concernant l'économie d'impôt réalisée dans le cadre de son intégration fiscale par les résultats déficitaires. En effet la société mère, Compétences & Développement SAS, n'envisage pas la sortie du périmètre de l'intégration fiscale de ses filiales déficitaires.

Le montant global des déficits et amortissements réputés différés des filiales restant au 31 août 2019 est de 4 143 337 € et l'économie d'impôt correspondante serait de 1 381 112 €.

b) Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) a permis notamment de participer partiellement au financement en matière d'investissement, de formation, de recrutement et de reconstitutions de fonds de roulement.

A la clôture de l'exercice, le CICE relatif à l'exercice fiscal clos le 31.08.2019 pour la société mère seule est comptabilisé dans le compte de résultat en diminution des charges sociales, son montant s'élève à 3 582 €uros.

Au bilan, le CICE est imputé en diminution de l'impôt sur les sociétés.

Au titre de l'intégration fiscale, le montant total du CICE de 2018 du groupe d'intégration fiscale s'élève à 28 083 €uros.

La société mère a mobilisé sa créance sur l'Etat en matière de CICE auprès de BPI France pour un montant de 110 000 €, au titre du CICE 2018.

c) Faits marquants

La société Compétences et Développement SAS fait l'objet d'un contrôle fiscal, portant sur les périodes, du 01.01.2012 au 31.08.2014 pour l'ensemble des déclarations fiscales ou opérations susceptibles d'être examinées, et du 01.09.2014 au 31.12.2014 pour les déclarations fiscales relatives à la TVA.

La Commission Départementale des Impôts Directs a demandé dans son avis du 12 octobre 2016 l'abandon des rectifications proposés par l'Administration Fiscale.

Par courrier du 17.01.2017, l'Administration fiscale a maintenu les redressements malgré l'abandon accordé par la Commission Départemental.

A la clôture de l'exercice clos au 31.08.2017, une partie des redressements proposés ont été acceptés.

Au cours de l'exercice clos au 31.08.2018, une garantie à 1^{ère} demande a été constituée auprès du Crédit Coopératif par la société Compétences et Développement, au bénéfice de l'administration fiscale pour un montant de 623 446 € suite à la mise en recouvrement des sommes relatives aux rectifications ci-dessus mentionnées.

En date du 30.03.2018 la société Compétences et Développement a introduit une requête auprès du Tribunal Administratif de Paris afin d'obtenir le dégrèvement intégral des impositions qu'elle conteste relatives à l'impôt sur les sociétés réclamées par l'administration fiscale ainsi que les majorations et pénalités correspondantes. A la clôture de l'exercice clos au 31/08/2019 le Tribunal Administratif ne s'est pas encore prononcé sur la requête.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 406 466		95 000
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	418 254		
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	773 728		34 430
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			56 327
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 191 982		90 758
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	6 017 091		64 740
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	329 019		2 459 339
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 346 110		2 524 079
TOTAL GENERAL	8 944 558		2 709 836

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 501 466	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.		136 301	281 952	
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			808 158	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			56 327	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		136 301	1 146 438	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		721 755	5 360 076	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	597 932		2 190 426	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	597 932	721 755	7 550 502	
TOTAL GENERAL	597 932	858 056	10 198 406	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	792 796	12 600		805 396
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	347 719	38 887	107 167	279 439
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	647 399	61 784		709 184
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	995 118	100 671	107 167	988 623
TOTAL GENERAL	1 787 914	113 271	107 167	1 794 018

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions glissements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	123 566	21 522		145 088
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 050 865	147 346	119 501	1 078 710
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 174 431	168 868	119 501	1 223 798
Dépréciations immobilisations incorporelles	70 063			70 063
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	970 088	46 850		1 016 938
Dépréciations autres immobilis. financières	2 160 773	14 143	721 024	1 453 892
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	825 538	153 049	291 282	687 305
Autres dépréciations	250 397			250 397
DEPRECIATIONS	4 276 859	214 042	1 012 306	3 478 595
TOTAL GENERAL	5 451 290	382 910	1 131 807	4 702 392

Dotations et reprises d'exploitation	174 571	291 282
Dotations et reprises financières	60 993	721 024
Dotations et reprises exceptionnelles	147 346	119 501

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	1 999 210		1 999 210
Prêts	1 983 111		1 983 111
Autres immobilisations financières	207 315		207 315
Clients douteux ou litigieux	741 407		741 407
Autres créances clients	8 603 960	8 603 960	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	5 500	5 500	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 559	2 559	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	28 083	28 083	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	284 823	284 823	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	1 750 260	1 750 260	
Débiteurs divers	382 107	382 107	
Charges constatées d'avance	421 734	421 734	
TOTAL GENERAL	16 410 069	11 479 026	4 931 043

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	2 355 916
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	597 751
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	455 947	126 102	329 845	
Emprunts et dettes financières divers	55 314	55 314		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 596 684	1 596 684		
Personnel et comptes rattachés	449 574	449 574		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	368 632	368 632		
Etat : impôt sur les bénéfices	1 508 635	1 508 635		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 866 057	1 866 057		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	144 545	144 545		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	100 119	100 119		
Autres dettes	173 339	173 339		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	19 573	19 573		
TOTAL GENERAL	6 738 419	6 408 574	329 845	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	143 564
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	2 642 892	717 547	
Créances rattachées à des participations	1 999 209		
Prêts	1 000 000		
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
<hr/>			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	1 775 109	1 535 677	
Autres créances	1 817		
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
<hr/>			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	80 310		

(DECRET 83 - 1020 DU 29 - 11 - 1983 - ARTICLE 19)

NATURE	ACHETES (€)	REEVALUES	RECUS EN APPORT	GLOBAL	DEPRE CIATIONS
FONDS COMMERCIAL en 1994	22 867,35			22 867,35	
FONDS COMMERCIAL IFPE en 2001	7 622,45			7 622,45	
TOTAL	30 489,80			30 489,80	

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires				
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales	92 169			18
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		9 456 828
Distributions sur résultats antérieurs		700 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		8 756 828
Variations en cours d'exercice		En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		2 353 700
	SOLDE	2 353 700
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		11 110 528

Compte	Libellé	31/08/2019	31/08/2018	Ecart
16880000	Int.courus sur emprunts hors groupe	415,30	574,82	-159,52
40810000	Fournisseurs - FNP	239 285,36	452 417,50	-213 132,14
40815000	Fournisseurs Groupe - FNP		106 207,50	-106 207,50
4081500C	Fournisseurs Groupe - FNP			
41985000	Clients Groupe Avoir à établir			
4198500C	Clients Groupe Avoir à établir		45 448,07	-45 448,07
42820000	Personnel - Dettes prov pr CP/RTT	167 125,36	183 536,42	-16 411,06
42830000	Personnel - Prov.s/Primes à payer	265 433,00	235 567,00	29 866,00
42860000	Personnel - Autres charges à payer	1 184,51	495,65	688,86
43820000	Charges sociales sur CP/RTT	77 195,21	87 051,32	-9 856,11
43830000	Prov. CS s/Prime à payer	132 717,00	111 729,43	20 987,57
43860000	Org. sociaux - Autres chges à payer	371,33	371,33	
44860000	Etat - Autres charges à payer	6 031,92	6 553,92	522,00
TOTAL		889 758,99	1 229 952,96	-340 193,97
TOTAL GÉNÉRAL		889 758,99	1 229 952,96	-340 193,97

Charges et produits constatés
Charges et produits constatés
d'avance

Compte	Libellé	31/08/2019	31/08/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	Charges constatées d'avance	421 733,93	261 195,32	160 538,61
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		421 733,93	261 195,32	160 538,61
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48750000	Produits constatés d'avance Groupe	-19 572,95	-13 742,30	-5 830,65
4875000C	Produits constatés d'avance Groupe			
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-19 572,95	-13 742,30	-5 830,65

Compte	Libellé	31/08/2019	31/08/2018	Ecart
27684500	Intérêts courus sur prêts groupe			
2768450D	Intérêts courus sur prêts groupe		180,96	-180,96
40980000	Fournisseurs RRR - Avoir à recevoir	107 098,22	189,40	106 908,82
41810000	Clients - Factures à établir		42 465,60	-42 465,60
41815000	Clients Groupe Facture à établir			
4181500C	Clients Groupe Facture à établir			
4181500D	Clients Groupe Facture à établir		115 819,43	-115 819,43
44870000	Etat - Produit à recevoir		22 376,00	-22 376,00
TOTAL		107 098,22	181 031,39	-73 933,17
TOTAL		107 098,22	181 031,39	-73 933,17

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/08/2019	Total 31/08/2018	%
Prestations de Contrat d'assistance	6 369 662		6 369 662	5 602 635	13,69 %
Autres prestations de services	2 093 870		2 093 870	1 797 542	16,49 %
Autres services refacturés	1 323 447		1 323 447	2 075 751	-36,24 %

TOTAL	9 786 979		9 786 979	9 475 928	3,28 %
--------------	------------------	--	------------------	------------------	---------------

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
SORTIE TITRES SCI SAUMONIERES	732	675600
DOT AMT SORTIE SITE AUFAN	29 134	687120
PROVISION IGEFI	147 346	687500

TOTAL 177 212

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
BONI LIQUIDATION SCI SAUMONIERES	539 305	775800
REPRISE PRC IHEDREA	76 983	787500
REPRISE PRC FOCORA	42 518	787500

TOTAL 658 806

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectifs cadre	17	
Effectifs non cadre	19	
	TOTAL	35

Engagements donnés

Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Apport en Fond social ILERI	18 294					18 294
Abandon créances FOCORA 2009	142 181				142 181	
Nantissement titres SCI Beaulieu	700				700	
Caution solidaire SCI CASSIN	3 454 174					3 454 174
Cautions solidaires sur prêts :						
- IDRAC SARL	102 692				102 692	
- EPSI ASSO	461 069					461 069
- IFAG ASSO	69 234					69 234
- AIPF	610 568					610 568
Caution solidaire sur SCI Beaulieu	13 560 000				13 560 000	
TOTAL	18 418 912				13 805 573	4 613 339

Engagements reçus

Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL

Engagements réciproques

Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
--------------------------	-------	------------	----------	----------------	--------------------------	--------

TOTAL

Liste des sociétés consolidées :

- **Société-mère consolidante**

SOCIETE	N° SIRET
SAS COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT	950 039 065 00 103

- **Sociétés entrant dans le périmètre de consolidation**

SOCIETES	N° SIRET
CDE SARL	402 212 344 000 87
SA EFT	380 319 558 000 33
SA FOCORA (ex ICL)	388 426 975 000 40
SARL IDRAC	420 720 567 000 15
SARL IDRAC DEVELOPPEMENT	402 821 664 000 40
SARL IHEDREA	349 810 499 000 54
SARL IGEFI	389 617 564 000 23
SARL PRO ALTERNA	399 134 691 001 34
SCI DE BEAULIEU	818 564 338 000 15
SCI DES CHASSEURS	414 613 943 000 11

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
CDE SARL - 40221234400053 1-3 rue Lulli - 75002 PARIS	8 000 -9 965	100		8 000		383 602
EFT SA - 38031955800033 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	352 500 -302 800	99,98		315 004		13 621
FOCORA SA -38842697500040 47 rue M.Berthet -69258 Lyon	250 000 -1 544 593	99,16		551 237		19 900
IDRAC SARL - 42072056700015 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	127 200 -363 769	95,72		1 469 222 1 469 222		23 105 882 705 874
IDRAC Développement -40282166400040 1-3 rue Lulli -75002 Paris	8 000 3 805 826	70		5 336		1 290 297 853 055
IHEDREA SARL - 349810499000054 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	8 000 -710 292	99,8		13 705		578 473 -993
IGEFI SARL - 38961756400023 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	37 344 -229 488	99,99		82 142	116 910	1 308 114 309 711
Pro Alterna SARL - 39913469100134 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	150 000 1 893 792	100		150 000		14 158 983 1 591 766
SCI Ile de BEAULIEU - (31.12.2018) 1-3 rue LULLI - 75002 PARIS	1 000 -318 104	70		700		1 108 675 -62 633
CIEFA SA - (31.12.2018) 12 rue Alexandre Parodi - 75010 Paris	1 532 490 4 599 620	20,33		715 698 715 698		36 328 008 1 500 325
SCI des CHASSEURS - (31.12.2018) 7-11, Avenue des Chasseurs 75017 PARIS	7 638 1 098 138	33,33		2 546 2 546		217 000 326 991
ISMOI SAS - (31.12.2016) Parc d'activité de la Mare - 97438 Ste Marie	37 000	10		1 850 1 850		

EXTRAIT

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 31 MARS 2020**

**PROPOSITION DE LA RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE
31 AOUT 2019**

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du président, approuve sa proposition et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 2.353.699 € de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice :	2.353.699 €
	+
Report à nouveau antérieur	6.903.014 €
	<hr/>
Pour former un bénéfice distribuable	9.256.713 €
	-
A titre de dividendes soit 7,59€ par action	700.000 €
	<hr/>
Le solde	8.556.713 €
Affecté en totalité au compte « report à nouveau » Qui s'élèverait ainsi à	8.556.713 €

Compte tenu de cette affectation, au 31 août 2019, les capitaux propres de la société sont de **10.410.526 €**.

Nous vous rappelons que la société COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT continue de soutenir financièrement certaines de ses filiales en se portant notamment garante de la totalité de leurs engagements.

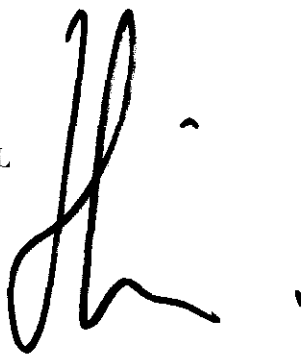
Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants.

2

			Dividende total	Dividende par part	Dividende éligible à réfaction
Exercice	clos	le	200.000 €	2,16 €	Sans objet
31/08/2016					
Exercice	clos	le	350.000 €	3,79 €	Sans objet
31/08/2017					
Exercice	clos	le	700.000 €	7,59 €	Sans objet
31/08/2018					

Vote de l'Assemblée Générale du 31 MARS 2020 : Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
LE DIRECTEUR GENERAL
SAS TOMAS LEGRAIN CONSEIL
 Thomas LEGRAIN



~~COMPTE RENDU~~
~~ASSEMBLEE~~

COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 1 659 042 euros
Siège social : 140, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS
950 039 065 RCS PARIS

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 31 MARS 2020



Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 31 août 2019 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE

1.1. Situation et évolution de l'activité de la société au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2019, l'activité de la société a été satisfaisante. Le chiffre d'affaire a augmenté de 3,28%.

1.2. Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice

Nous vous rappelons que depuis le 31 août 2019, date de clôture de l'exercice, il est à signaler les évènements suivants :

- le 1^{er} octobre 2019, Monsieur Nicolas BERTRAND a démissionné de son mandat de membre du conseil de gouvernance et de ses fonctions de directeur général de la société avec effet immédiats ;
- par décision du président en date du 1^{er} octobre 2019, la société THOMAS LEGRAIN CONSEIL, SARL au capital de 150.000 €, dont le siège social est situé 15-23, rue Léon Geffroy à Vitry-sur-Seine (94400), immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 451 022 354, elle-même représentée par son gérant, Monsieur Thomas LEGRAIN, a été nommée en qualité de directeur général de la société Compétences et Développement ;
- le 20 décembre 2019, l'assemblée générale a décidé de transférer le siège de la société du 1-3, rue Lulli, 75002 Paris au 140, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.
- la crise sanitaire : compte tenu de la crise sanitaire actuelle relative au covid-19, diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 ont été prises par le gouvernement
 - o décision gouvernementale de télétravail des salariés à l'exception des métiers pour lesquels le télétravail n'est pas possible

- les décrets des 14 et 15 mars 2020 relatifs à la fermeture au public des établissements d'enseignement et centres de formation
- le plan de continuité de l'activité diffusé aux directeurs de pôle, pour diffusion aux équipes de notes d'information et d'un plan de continuité d'activité qui repose sur le déploiement de l'activité à distance : télétravail pour tous les collaborateurs pour lesquels c'est possible, et généralisation du télé-enseignement :
 - plan de continuité covid-19
 - note d'information sur la poursuite d'activité
 - création d'une cellule de crise le 16 mars 2020 et mise en ligne des FAQ accessible à tous le 16 mars 2020 : : <http://www.competences-developpement.com/coronavirus/>
 - note d'information sur la poursuite d'activité adressée aux apprenants
 - note d'information sur la poursuite d'activité adressée aux tuteurs
 - note d'information sur la poursuite d'activité adressée aux formateurs
- chômage partiel de certains postes (accueil téléphonique campus...) pour lesquelles les dispositions mises en place par le gouvernement seront sollicitées,
- les possibilités de report de paiement offertes par l'URSSAF et la Direction Générale des Finances Publiques ont été systématiquement mises en œuvre, à titre conservatoire
- la possibilité de reporter de 6 mois tout remboursement de crédit bancaire a été systématiquement demandée.

1.3. Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que la société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

1.4. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Les objectifs pour l'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2019 sont de définir une nouvelle stratégie pour le développement de la société.

1.5. Informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice écoulé, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs et des créances clients se décompose, par date d'échéance, comme suit :

Tableau Métrants-Groupes

	Article D. 441-4 : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D. 441-5 : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jours et plus)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jours et plus)
A - Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	11					0	210					362
Montant cumulé de factures concernées TTC	341 749	0	0	0	0	0	4 701 826	54 367	577 803	1 161 410	0	1 813 606
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'exercice	46%	0%	0%	0%	0%	0%						
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'exercice							37%	1%	4%	8%	1%	14%
B - Factures émises du fait d'achats à des clients et ordres d'achat régularisés ou non comptabilisés												
Nombre de factures émises												
Montant total des factures émises												
C - Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 441-7 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délai contractuel						Délai contractuel					

Tableau Métrants-Mars-Groupes

	Article D. 441-4 : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D. 441-5 : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jours et plus)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jours et plus)
A - Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	15					37	18					1
Montant cumulé de factures concernées TTC	912 419	103 222	0	0	0	1 015 641	732 845	0	0	661 191	368 162	1 362 198
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'exercice	15%	2%	0%	0%	0%	2%						
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'exercice							47%	0%	0%	33%	6%	11%
B - Factures émises du fait d'achats à des clients et ordres d'achat régularisés ou non comptabilisés												
Nombre de factures émises												
Montant total des factures émises												
C - Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 441-7 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délai contractuel						Délai contractuel					

2. FILIALES ET PARTICIPATIONS

2.1. Activité des filiales et participations

Vous trouverez dans le tableau ci-après les informations relatives aux filiales et participations de notre société. Un tableau complet des informations relatives à l'activité, au résultat du dernier exercice, aux capitaux propres et au chiffre d'affaire de nos filiales vous sera transmis avec le rapport sur les comptes consolidés à présenter à l'assemblée générale ordinaire chargée d'approuver les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 août 2019.

Denomination Siège Social	Capitaux Propres	G.P. Detenue Dividendes	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Resultat
CDE SARL - 40221234400053 1-3 rue Lullu - 75002 PARIS	8 000 -9 965	100		8 000		383 602
EFT SA - 38031955900033 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	352 500 302 800	99,99		315 004		13 821
FOCORA SA - 38842697500040 47 rue M. Berthet - 68258 Lyon	250 000 -1 544 593	99,16		551 237		19 900
IDRAC SARL - 42072056700015 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	127 200 -363 769	95,72		1 469 222 1 469 222		23 105 882 705 874
IDRAC Développement -40282166400040 1-3 rue Lullu - 75002 Paris	8 000 3 805 826	70		5 336		1 290 297 853 055
IHEDREA SARL - 349810499000054 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	8 000 -710 292	99,8		13 705		578 473 -993
IGEFI SARL - 38961756400023 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	37 344 -229 488	99,99		82 142	116 910	1 306 114 309 711
Pro Altema SARL - 38913489100134 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	150 000 1 893 792	100		150 000		14 158 983 1 591 766
SCI Ile de BEAULIEU - (31.12.2018) 1-3 rue LULLU - 75002 PARIS	1 000 -318 104	70		700		1 108 675 -82 833
CIEFA SA (31.12.2018) 12 rue Alexandre Parodi - 75010 Paris	1 532 490 4 599 620	20,33		715 698 715 698		36 328 008 1 500 325
SCI des CHASSEURS - (31.12.2018) 7 11, Avenue des Chasseurs 75017 PARIS	7 638 1 096 138	33,33		2 546 2 546		217 000 326 991
ISMOI SAS - (31.12.2018) Parc d'activité de la Mare - 97438 Ste Marie	37 000	10		1 850 1 850		

2.2. Prise de participation ou prise de contrôle

Nous vous signalons que notre Société n'a pris, aucune participation au cours de l'exercice écoulé.

3. RESULTATS - AFFECTATION

3.1. Examen des comptes et résultats

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles et méthodes d'établissement des comptes annuels sont identiques à celles retenues pour les exercices précédents.

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2019, le chiffre d'affaires s'est élevé à 9.786.978 € contre 9.475.928 € pour l'exercice précédent, soit une variation de 3,28%.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 1.700.327 € contre 1.508.632 € pour l'exercice précédent, soit une variation de 12,71%, et celui des reprises sur amortissement s'élève à 291.744 € contre 534.917 €.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 4.871.306 € contre 4.563.627 € pour l'exercice précédent, soit une variation de 6,74%.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 271.212 € contre 246.850 € pour l'exercice précédent, soit une variation de 9,87%.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 2.58.096 € contre 2.641.176 € pour l'exercice précédent, soit une variation de 8,21%.

Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux s'élève à 1.302.764 € contre 1.219.873 € pour l'exercice précédent, soit une variation de 6,80%.

L'effectif salarié moyen s'élève à 35 contre 39 pour l'exercice précédent, soit une variation de -10,26%.

Le montant des dotations d'exploitation s'élève à 287.840 € contre 641.226 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -55,11%.

Le montant des autres charges s'élève à 327.115 € contre 622.337 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -47,44%.

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 9.918.337 € contre 9.935.543 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -0,17%.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1.860.714 € contre 1.583.934 € pour l'exercice précédent, soit une variation de plus de 17,47%.

Compte tenu d'un résultat financier positif de 992.372 € (contre 9.815 € pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts s'élève pour l'exercice à 2.853.086 € contre 1.593.750 € pour l'exercice précédent, soit une variation de 79,02%.

Après prise en compte :

- d'un résultat exceptionnel de 481.593 € contre 250.912 € pour l'exercice précédent,

- d'un impôt sur les sociétés de 980.980 contre 312.740 € pour l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 2.353.699 € contre 1.531.921 € pour l'exercice précédent, soit une variation de 53,64%.

3.2. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de l'exercice de 2.353.699 €.

Nous vous proposons de bien vouloir approuver l'affectation du bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice :	2.353.699 €
	+
Report à nouveau antérieur	6.903.014 €

Pour former un bénéfice distribuable	9.256.713 €

A titre de dividendes	
soit 7,59 € par action	700.000 €
	<hr/>
Le solde	8.556.713 €
Affecté en totalité au compte « report à nouveau »	
Qui s'élèverait ainsi à	8.556.713 €

Compte tenu de cette affectation, au 31 août 2019, les capitaux propres de la société seraient de **10.410.526 €**.

Nous vous rappelons que la société **COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT** continue de soutenir financièrement certaines de ses filiales en se portant notamment garante de la totalité de leurs engagements.

3.3. Dividende

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants.

	Dividende distribué	total	Dividende par part	Dividende éligible à réfaction
Exercice clos le 31/08/2017	350.000 €		3,79 €	Sans objet
Exercice clos le 31/08/2018	700.000 €		7,59 €	Sans objet
Exercice clos le 31/08/2018	700.000 €		7,59 €	Sans objet

3.4. Dépenses non déductibles fiscalement

Dépenses somptuaires

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal visées à l'article 39-4 dudit code.

Réintégration des frais généraux

Nous vous informons, conformément aux dispositions de l'article 223 quinquies du code général des impôts, que nous n'avons pas réintégré de frais généraux visés à l'article 39-5 dudit code pour la détermination du résultat fiscal et représentant des amortissements excédentaires.

3.5. Tableau des résultats

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices est le suivant :

COMPÉTENCES & DÉVELOPPEMENT SAS 1 Rue Lullé 75002 PARIS		Résultat des 5 derniers exercices			Déclaration au 31/08/2019	
Date d'arrêté	31/08/2019	31/08/2018	31/08/2017	31/08/2016	31/08/2015	
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12	
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE						
Capital social	1 650 042	1 650 042	1 650 042	1 650 042	1 650 042	
Nombre d'actions						
- ordinaires	92 160	92 160	92 160	92 160	92 160	
- à dividende prioritaire						
Nombre maximum d'actions à créer						
- par conversion d'obligations						
- par droit de souscription						
OPERATIONS ET RESULTATS						
Chiffre d'affaires hors taxes	9 786 070	9 475 928	8 674 087	7 658 146	5 932 812	
Résultat avant impôt, participation, dot, amortissements et provisions	2 728 180	1 781 598	1 405 204	566 148	1 160 457	
Impôts sur les bénéfices	690 980	312 741				
Participation des salariés						
Dot. Amortissements et provisions	-606 491	-63 064	130 658	53 451	-542 513	
Résultat net	2 363 700	1 531 922	1 268 546	512 608	1 702 969	
Résultat distribué						
RESULTAT PAR ACTION						
Résultat après impôt, participation, avant dot, amortissements, provisions	18,06	10,94	15,25	6,14	12,60	
Résultat après impôt, participation dot, amortissements et provisions	26,54	10,02	13,76	5,56	16,48	
Dividende attribué	0	0	0	0	0	
PERSONNEL						
Effectif moyen des salariés		39	37	31	23	
Masse salariale	2 858 097	2 641 177	2 588 443	2 788 530	1 803 314	
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	1 302 764	1 219 874	1 208 703	1 223 975	831 293	

4. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous rappelons qu'au cours de l'exercice écoulé, notre société a conclu la convention réglementée visée par l'article L.227-10 du code de commerce ci-après :

- le 1^{er} août 2019, par acte sous seing privé, la société Compétences et Développement a consenti à la société IGEFI un prêt d'un montant de 900.000 €, avec un taux d'intérêt de 1% par an, pour une durée de quatre années ;

- **Personnes concernées :**
 - Monsieur Roger SERRE, président de la société C&D (associée unique de la société IGEFI)
 - Monsieur François KIMMEL, membre du conseil de gouvernance de la société C&D et gérant de la société IGEFI
- le 30 août 2019, par acte sous seing privé, la société Compétences et Développement a consenti à la société EDTA SORNAS un prêt d'un montant de 100.000 €, avec un taux d'intérêt de 1,5% par an, pour une durée de dix années ;
- **Personne concernée :**
 - Monsieur Roger SERRE, président des sociétés C&D et EDTA SORNAS

5. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

5.1. Présidence et Direction Générale de la société

Nous vous rappelons que la société est représentée pour une durée illimitée par :

- Monsieur Roger SERRE, Président,
- la SARL THOMAS LEGRAIN, représentée par son gérant Monsieur Thomas LEGRAIN, Directeur Général.

Nous vous rappelons que Monsieur Thomas LEGRAIN, en sa qualité de représentant légal de la société THOMAS LEGRAIN CONSEIL, siègera désormais au conseil de gouvernance, en qualité de membre de droit.

Ces informations n'appellent pas de délibération de votre part.

5.2. Les commissaires aux comptes

Nous vous rappelons également que :

- les mandats des co-commissaires aux comptes titulaires, la société ATRIOM et suppléant, la société DELEX, prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2020,
- les mandats des co-commissaires aux comptes titulaires, la société KPMG SA et suppléant, la société SALUSTRO REYDEL, prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2021.

Ces informations n'appellent pas de délibération de votre part.

6. AUTORISATION DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES.

Nous vous signalons les engagements suivants :

Catégories d'engagements	Engagements donnés					
	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Apport en Fond social ILERI	18 294					18 294
Abandon créances FOCORA 2009	142 181				142 181	
Nantissement titres SCI Beaulieu	700				700	
Caution solidaire SCI CASSIN	3 454 174					3 454 174
Cautions solidaires sur prêts :						
- IDRAC SARL	102 692				102 692	
- EPSI ASSO	461 069					461 069
- IFAG ASSO	69 234					69 234
- AIPF	610 588					610 588
Caution solidaire sur SCI Beaulieu	13 560 000				13 560 000	
TOTAL	18 418 912				13 805 573	4 613 339

Nous vous informons également des soutiens financiers apportés par la société à certaines de ses filiales (CDE, EFT SA, FOCORA SA, IDRAC SARL, IHEDREA SARL, IGEFI,) et l'association IFEIP.

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par les commissaires aux comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Fait à PARIS
Le 25 mars 2020

Roger SERRE
Président

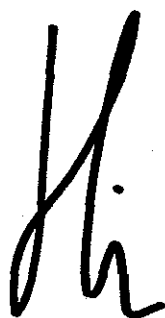



**COMPETENCES &
DEVELOPPEMENT SAS**

1 Rue Lulli

75002 PARIS

Comptes au 31/08/2019



LES COMPTES COMPTABLES
GENERAUX